



Appel à communications

Le Pôle Carrières Sociales ISIAT-IUT Bordeaux-Montaigne et l'UMR CNRS 5319 PASSAGES, l'Université Bordeaux Montaigne, en partenariat avec l'École Polytechnique de Lisbonne, l'Institut d'Études Politiques et Sociales d'Aragon, l'Université du Québec à Montréal, organisent le 37^{ème} colloque international de l'ISIAT qui se déroulera à Bordeaux les

Lundi 25 et mardi 26 janvier 2021

Sur le thème :

**Animation et Transition :
quels cadres de pensée et modes d'action pour agir dans un futur incertain ?**

Argumentaire

La « société de l'abondance et de la liberté » (Charbonnier, 2020) et sa promesse de réaliser la justice sociale n'apparaît plus conforme ni crédible dans un monde confronté aux limites de ses ressources (Meadows, 1972) et au déferlement des risques sociaux et environnementaux (Beck, 1986). Le progrès et les techniques ont en effet montré leur incapacité à constituer une voie d'accès au bien-être ou un moyen pour réduire les inégalités sociales, lesquelles, à l'inverse, n'ont cessé de croître de façon exponentielle. L'ère de l'anthropocène qui marque la « grande accélération » de la menace sur le vivant et le système-Terre ouvre sur une « repolitisation de toutes les questions planétaires » (Latour, 2017) ; elle engage l'ensemble des acteurs sociaux et politiques dans la recherche de solutions viables pour l'homme et la nature. Dans cette perspective, la question écologique exige d'être appréhendée de façon globale et multidimensionnelle, « écosophique » comme nous y invitait Félix Guattari (1989). Ainsi la question sociale ne peut être dissociée de la question environnementale. La crise des gilets jaunes a, s'il le fallait, montré combien les deux étaient liées en soulignant l'inégalité dans les ressources et les pratiques, de même que le risque d'un renforcement des processus de distinction à l'œuvre entre groupes sociaux dans la conversion écologique des modes de vie (Grossetête, 2019).

Tandis que grandit le sentiment d'urgence face à la dégradation accélérée des conditions écologiques globales qui trouve un écho alarmiste dans les théories de l'effondrement (Servigne et

Stevens, 2015), les mesures qui devraient être prises par les élites dirigeantes semblent défailtantes, accentuant le décalage et l'incompréhension entre représentants politiques et citoyens. L'écologie politique et ses divers mouvements tentent d'apporter des solutions institutionnelles à la paralysie politique, alors que pour d'autres, la solution serait à rechercher auprès des acteurs sociaux de terrain, seuls capables de mettre en oeuvre les mesures nécessaires (Aygut, 2017). Affirmé sur le front de la réduction des inégalités sociales, économiques et culturelles, le rôle de l'animation socioculturelle est moins souvent souligné dans la lutte contre le changement climatique. Pourtant, dans le contexte d'une crise multidimensionnelle, ce champs peut être considéré comme un acteur tiers dans la réflexion collective et la transition vers un nouveau modèle sociétal.

L'objectif de ce colloque est d'interroger la manière dont l'animation socioculturelle aborde la question de la transition écologique dans ses formes/ modalités d'action et se projette dans un futur incertain, tout en réfléchissant au rôle que le secteur peut et souhaite tenir dans la mobilisation et l'action politique écologiques.

Deux axes de questionnements peuvent aider à penser la place et le rôle de l'animation socioculturelle dans la transition sociale et politique que la crise écosystémique exige :

Axe 1 : Méthodes et approches : penser la participation citoyenne et le rapport au politique à l'aune des enjeux environnementaux

Les exigences démocratiques se font de plus en plus fortes sur fond de crise climatique : mouvements des indignés, marches pour le climat, manifestations et revendications pour plus de démocratie directe..., demandes auxquelles ne répondent que très partiellement les gouvernements suscitant des réactions d'opposition, de radicalisation (cf. certains mouvements mondiaux de désobéissance civile comme Extinction rebellion), ou encore de marginalisation choisie (frugaux volontaires, communautés néorurales...).

Ces mouvements et réactions traduisent à la fois une forte inquiétude face au défi climatique et un appel à renouveler l'action politique au travers d'un nouveau contrat ou modèle démocratique. Ils portent ainsi la demande participative citoyenne, notamment par le biais des réseaux sociaux, et attestent de l'urgence à repenser les modalités de la réflexion collective au regard des nouveaux enjeux.

Les questions de participation et d'émancipation sont au cœur des missions de l'animation socioculturelle et inscrites dans ses valeurs et ses finalités. L'implication et l'autonomie des personnes constituent l'horizon régulateur de toute action ou projet des professionnels et conduit le secteur à sans cesse questionner et innover dans ses méthodes et approches.

Dans ce nouveau contexte où d'autres valeurs et priorités se font jour, comment poursuivre, selon quels cadres de pensée, les finalités de l'émancipation individuelle et de l'autonomie collective ? L'enjeu environnemental modifie-t-il les modes de construction de l'action ? Le rapport aux publics ? au politique ? les outils d'intervention ?

L'animation peut-elle, doit-elle accompagner les mouvements citoyens qui revendiquent d'autres modes de vie, le droit à définir des règles collectives, et pour certains positionnent leur projet comme une alternative au modèle économique et politique dominant ?

Constitutive de l'enjeu participatif, la question de la reconnaissance et de la production des savoirs se pose également dans la perspective de mieux comprendre et appréhender le défi écologique. À cet effet, il s'agirait de considérer les savoirs citoyens, expérientiels et vernaculaires grâce auxquels les individus peuvent interpréter, comprendre et assumer leur insertion dans le monde qui les entoure (Gorz, 1992), et de les rapprocher des savoirs scientifiques indispensables pour saisir

phénomènes et enjeux. L'idée est celle d'une coproduction, telle qu'encouragée par le mouvement des sciences participatives.

L'animation socioculturelle a toujours porté attention aux savoirs et potentialités de chacun et chacune et à leur apport dans l'intelligence collective, de même qu'elle agit à travers de nombreuses associations et en coopération avec les institutions pour la promotion et la diffusion d'une culture scientifique accessible à tous.

Dans l'objectif de la transition écologique et sociale, comment peut-elle contribuer à identifier, faire émerger, valoriser, mettre en œuvre les savoirs citoyens ? De quels méthodes et moyens dispose-t-elle pour faciliter la diffusion et la médiation des connaissances scientifiques ainsi que leur production dans une logique de co-construction avec les citoyens ? Comment articuler ces différents types de savoirs dans la perspective d'une meilleure appropriation des enjeux environnementaux ?

Axe 2 Lieux et Espaces : Interroger le rôle et le positionnement des lieux socioculturels comme des espaces de renouvellement de l'action politique et écologique

Il s'agira de discuter les potentialités des lieux à se constituer en espaces-tiers écosystémiques, solidaires et participatifs, à partir d'expérimentations et modèles émergents, tels les laboratoires citoyens urbains avec l'exemple madrilène, les ZAD, les espaces alternatifs de l'économie sociale et solidaire ou encore les écolieux. Ces émergences socio-spatiales, souvent situées dans des espaces interstitiels, délaissés, en attente de projet ou en opposition à celui-ci, se présentent comme des lieux autonomes d'expérimentation et de coproduction de savoirs et de services, ambitionnant de retrouver la trace des communs, de les réactiver ou de les fabriquer (Bollier, 2014 ; Ostrom, 2010). Les nouvelles formes de vie, de production et de création collectives qui y sont prônées visent à inventer de nouvelles façons de penser l'agir ensemble. Ces lieux intermédiaires d'un nouveau type et les structures socioculturelles existantes ont en commun de combiner dans l'action les dimensions sociale, culturelle, citoyenne, éducative et de vouloir assurer un égal accès des habitants à la ville, à ses espaces publics, ses services, ses ressources, ses activités sociales, culturelles ou sportives. Pour autant leur organisation et leur mode de fonctionnement diffèrent.

Quel doit être le positionnement de l'animation socioculturelle vis-à-vis de ces lieux ? Doit-elle s'inspirer de leur idéologie et de leurs modes d'action ? Ou à l'inverse s'en démarquer parce que leurs objectifs ne se rejoignent pas ? Ces lieux que l'on présente comme nouveaux et innovants seraient-ils en réalité les héritiers du mouvement de l'éducation populaire et ne feraient-ils que perpétuer les valeurs et finalités du secteur ? À l'inverse, en renouvellent-ils l'approche ? En réinventent-ils les formes et les idéaux à l'aune du changement sociétal ?

Autre exemple d'émergence socio-spatiale, les jardins partagés et communautaires permettent de penser la transition écologique au travers de processus d'appropriation-réappropriation d'espaces, de logiques d'échanges, d'apprentissages mutuels et de capacitation collective (Den Hartigh, 2013).

Le jardin en phase avec le monde naturel devient le lieu pour acquérir et transmettre les pratiques responsables mais au-delà celui de la promotion d'un autre modèle sociétal où l'homme se retrouve partie du système et non plus au sommet de l'écosphère. Jardiner en commun suppose coopération et partage et s'affirme comme un acte politique conférant à ses auteurs un droit à redéfinir les règles et les modes de production et de consommation des espaces urbains. Ces jardins posent aussi la question de l'alimentation en ville et poussent les collectivités à se saisir de l'enjeu de l'autonomie et de la relocalisation agricoles. Vecteurs de reconquête d'un « droit à la ville » (Lefebvre, 1968) et à sa fabrication, ils invitent à appréhender le rapport à la nature comme ressource pour penser la démocratie.

Dans ses outils d'intervention, l'animation use des jardins comme moyens d'insertion sociale, de participation citoyenne et de maintien ou récréation du lien social. Ces jardins sont-ils les mêmes que les jardins communautaires des « citoyens-jardiniers » ? Les habitants y jouent-ils le même rôle et les objectifs de leur engagement se rejoignent-ils ? Les deux types sont-ils complémentaires et/ou conciliables ? L'idéal politique des uns peut-il rencontrer l'idéal social des autres ? Quelle(s) alliance(s) peut-on imaginer pour amplifier l'impact de cet activisme au regard de la transition qu'elle soit alimentaire, sociale ou politique ?

Bibliographie indicative

- AYKUT S. (2017), « La “gouvernance incantatoire”. L'accord de Paris et les nouvelles formes de gouvernance globale », *La Pensée écologique*, vol. 1 (1), octobre 2017
- BARBE, F. (2016). La « zone à défendre » de Notre-Dame-des-Landes ou l'habiter comme politique. *Noroi*, p. 238-239(1)
- BESSON R. (2016), « Les laboratoires citoyens madrilènes : la fabrique des « communs urbains », disponible en ligne : <https://www.urbanews.fr/2016/01/11/50396-laboratoires-citoyens-madrilenes-fabrique-communs-urbains/>), consulté le 26 juin 2020
- BECK U. (1986), *La société du risque*, Paris, Flammarion
- BOLLIER D. (2014), *La renaissance des communs*, Mayer Charles Leopold Eds
- Bourg D., Whiteside K. (2017), « Écologies politiques : essai de typologie », *La Pensée écologique*, vol. 1, no. 1
- CHARBONNIER P. (2020), *Abondance et liberté. Une histoire environnementale des idées politiques*, Paris, La Découverte
- DEN HARTIGH, C. (2013), « Jardins collectifs urbains : leviers vers la transition ? », *Mouvements*, 75(3), p. 13-20
- FLIPO, F. (2013), « Les mouvements de « la transition » ou l'importance de la complémentarité », *Mouvements*, 75(3), p. 99-109
- GORZ A. (1992), « L'écologie politique entre expertocratie et autolimitation », *Actuel Marx*, n°12, p.19-25
- GROSSETÊTE M. (2019), « Quand la distinction se met au vert: Conversion écologique des modes de vie et démarcations sociales », *Revue Française de Socio-Économie*, 22(1), p. 85-105
- GUATTARI F. (1989), *Les trois écologies*, Paris, Ed. Galilée
- LEFEBVRE H. (1968), *Le droit à la ville*, Paris, Ed. du Seuil
- MEADOWS D. et D., RANDERS J., BEHRENS W. (1972), *The Limits to Growth*, Cambridge, MIT Press
- OSTROM E. (2010), *La Gouvernance des biens communs : pour une nouvelle approche des ressources naturelles*, Bruxelles, de Boek
- SERVIGNE P., STEVENS R. (2015), *Comment tout peut s'effondrer*, Paris, Seuil
- SUBRA, P. (2016). Chapitre 4. Les ZAD : une radicalisation des luttes environnementales en France ?, dans P. Subra, *Géopolitique locale: Territoires, acteurs, conflits*, Paris, Armand Colin, pp. 85-103
- TOZZI P., GREFFIER L. (2015), « Quartiers durables, participation des habitants et action socioculturelle : l'implication participative de centres sociaux dans les opérations d'écoquartiers français », *Développement durable et territoires* [En ligne], Vol. 6, n°2, septembre 2015
- ZASK J. (2016), *La démocratie aux champs. Du jardin d'Eden aux jardins partagés, comment l'agriculture cultive les valeurs démocratiques*, Paris, La découverte

Comité scientifique

CAMPOS Joana, Professeure, Ecole supérieure d'éducation, Institut Polytechnique de Lisbonne, Portugal

CRENN Chantal, Maîtresse de conférences en Anthropologie, IUT Bordeaux Montaigne Les Afriques dans le monde UMR 5115 CNRS

CRUZ Cristina, Professeure, Ecole supérieure d'éducation, Institut Polytechnique de Lisbonne, Portugal

D'ANDREA Nicolas, Maître de conférences en urbanisme, IUT Bordeaux Montaigne UMR PASSAGES

GREFFIER Luc, Maître de conférences en géographie, IUT Bordeaux Montaigne, UMR PASSAGES

LUSSIER Martin, Professeur au département de communication sociale et publique, université du Québec à Montréal (UQAM)

MONTGOLFIER (de) Clotilde, Maître de conférences en sciences de gestion, IUT Bordeaux Montaigne, UMR PASSAGES

MONTERO Sarah, Maître de conférences en géographie, IUT Bordeaux Montaigne, UMR PASSAGES

TOZZI Pascal, Professeur des Universités en science politique, IUT Bordeaux Montaigne, UMR PASSAGES

VOHLGEMUTH Laurence, Professeure, Ecole supérieure d'éducation, Institut Polytechnique de Lisbonne, Portugal

Echéancier, modalités de soumission, informations diverses

- Envoi des propositions de communication jusqu'au **7 novembre 2020** minuit, à l'adresse suivante : colloques-isiat@iut.u-bordeaux-montaigne.fr
- Les textes d'une page (2 000 à 2 500 signes espaces compris, hors bibliographie) seront envoyés en format Word, Times new roman, Police 12, interligne simple avec un titre, le(s) nom(s) et les coordonnées du(des) communicant(s), le(s) statut(s) et organisme(s) d'appartenance, l'axe de réflexion privilégié et un exposé synthétique présentant la problématique générale, le(s) terrain(s) ou les données mobilisées, les résultats ou axes de réflexion développés lors de la présentation, ainsi que les principales références bibliographiques.
- Retour des avis du comité scientifique : fin novembre 2020.
- Edition du programme définitif : mi-décembre 2020.
- Réception des textes complets (en vue d'une publication après expertise) : jusqu'au 11 janvier 2021.
- Dates et lieu du colloque : lundi 25 et mardi 26 janvier 2021, à l'IUT Bordeaux Montaigne 1 rue Jacques Ellul, 33800 Bordeaux ; <http://www.iut.u-bordeaux-montaigne.fr/presentation-de-liut/plan-dacces-et-contact/>

L'accès au colloque est gratuit. Les trajets, l'hébergement et les repas sont à la charge des participants.